

*Historical Studies in Education / Revue d'histoire de l'éducation*  
ARTICLES / ARTICLES

## Fouetter les structures et « éduquer à l'unité ». Les Travailleurs étudiants du Québec et l'action sociale (1959–1967)

**Daniel Poitras**

Postdoctorant à l'Université de Toronto

### RÉSUMÉ

L'action sociale étudiante est un chapitre largement inconnu de l'histoire des étudiants au Québec, qui ont surtout retenu l'attention pour leurs coups de gueule ou d'éclat. L'histoire des Travailleurs étudiants du Québec (TEQ) vient démentir cette représentation. Les TEQ (1964–1967) qui ont œuvré auprès des familles démunies, des ouvriers, des chômeurs et des jeunes de la rue dans des milieux s'étendant de Gaspé à Thetford Mines se voulaient éducateurs, animateurs sociaux et organisateurs communautaires. Ils cherchaient à susciter des prises de conscience citoyennes et à encourager des initiatives et des structures locales pouvant mener à une véritable société de participation. Dans cet article, je démontre de quelle façon l'Action sociale étudiante (ASE) québécoise opérait à partir de traditions (étudiantes, sociales et politiques) et se projetait dans le futur en réarticulant constamment son idéalisme et son pragmatisme. Pendant ses quatre ans d'existence, l'ASE a constitué un haut lieu de formation et de mobilisation pour plusieurs jeunes qui ont eu l'occasion de confronter un bagage universitaire largement livresque à la réalité du terrain de l'action sociale.

### ABSTRACT

We know relatively little about the social action projects led by Québécois students, better known for their political activism and dramatic gestures. The *Travailleurs étudiants du Québec* (TEQ)'s story contradicts this representation. Working with low-income families, factory workers, unemployed people, and street youth from all over the province, these students acted as educators and social organizers. Their goal was to raise awareness among citizens, generating local initiatives and establishing structures that could lead to a true participative society. In this article, I demonstrate how the *Action sociale étudiante* (ASE) emerged from different traditions (social, political, students') and projected itself into the future through a precarious balance between its idealism and pragmatism. During its four years of existence (1964–1967), the ASE was an important organization for the forming and mobilization of many young people who had the opportunity to confront their scholarly knowledge to the realities of social action.

## Introduction

À l'été 1966, l'étudiante Hélène Larochelle et trois compères débarquent dans l'un des villages les plus défavorisés du Québec, Gros-Morne, en Gaspésie. Ils logent d'abord dans une maison abandonnée et puis, chassés par les punaises, ils sont hébergés à la résidence des sœurs à l'école du village. Isolés, suspectés par les gens du coin et parfois exaspérés, ils demeurent néanmoins sur place afin de remplir leur mandat : faire de l'animation sociale (*community organizing*) auprès des habitants. Après quelques semaines, l'étudiante, qui s'est rebaptisée Hélène de Gros-Morne le temps d'une lettre, confie à un correspondant : « mon moral est encore bon, ce que je ne m'explique pas du tout. Je serais prête à rester ici. »<sup>1</sup> Hélène faisait partie des Travailleurs étudiants du Québec (TEQ), qui ont porté le flambeau de l'Action sociale étudiante (ASE), organisation qui a œuvré auprès des familles démunies, des ouvriers, des chômeurs et des jeunes de la rue partout à travers le Québec de 1964 à 1967. Le zèle d'Hélène n'était pourtant pas motivé par la charité; il s'agissait plutôt de susciter des prises de conscience citoyennes et de transformer les structures locales afin de jeter les bases d'une authentique société participative.

Il s'agit d'un chapitre largement inconnu de l'histoire des étudiants au Québec, qui aurait été caractérisé, pour les années 1960, par un militantisme social et politique à courte vue ponctué de grèves menées au gré des circonstances.<sup>2</sup> Cette focale s'explique par une prémisse selon laquelle les milieux étudiants seraient incapables de nourrir des projets porteurs dépassant le seul présent. Les actions qui en résultent seraient donc tapageuses, mais sans ancrage, bruyantes, mais éphémères.<sup>3</sup> Cette prémisse s'inscrit bien dans un certain récit des années *sixties* considérées comme nécessairement turbulentes, et dans lequel on fait toute la place — en général par le biais de l'histoire des idéologies — à la rébellion, à l'excès ou à la violence (physique ou symbolique). Un tel récit, s'il permet de réactiver les expériences passées (ou projetées) d'une décennie où l'urgence et l'imminence contrastent tant avec le présentisme<sup>4</sup> de notre époque, n'en réduit pas moins notre compréhension de l'engagement d'une partie de cette jeunesse qui a espéré et pratiqué le changement social sans nécessairement le proclamer à grand renfort de slogans ou de gestes spectaculaires.

L'un des opérateurs-clés de ce récit des *sixties* que je contesterai particulièrement est l'opposition entre le jeune radical (rebelle) et le « bon samaritain » (*do-gooder*) suspecté de pactiser avec le système. Cette perspective manichéenne écarte comme impertinentes ou douteuses les collaborations entre les jeunes et le gouvernement. Cette distinction a été particulièrement consacrée au Canada anglais, où la *Compagny of Young Canadians* (CYC), financée par le gouvernement fédéral et sur laquelle je reviendrai à quelques reprises, a été considérée comme un repoussoir pour des organisations comme la *Student Union for Peace Action* (SUPA), fer de lance de la *New Left*. De façon similaire, l'approche de l'historiographie américaine est également marquée par un désintérêt pour les étudiants qui ont participé à des programmes comme le *Volunteers in Service to America* (VISTA) initié par John F. Kennedy en 1963–1964, ou encore le *Community Action Program* (CAP), au profit d'actions sociales plus spectaculaires comme celles de la *Students for a Democratic Society* dans les milieux afro-américains.<sup>5</sup>

Le cas de l'ASE, tel que démontré à l'aide d'un fonds d'archives conservé à l'Université de Montréal, brouille la distinction entre les étudiants en « dedans » et en « dehors » du système et contredit le postulat de l'horizon présentiste des étudiants. En fait, nous verrons que l'organisation opérait à partir de traditions et se projetait dans le futur en réarticulant constamment son idéalisme et son pragmatisme. L'inscription du projet dans une structure institutionnelle étudiante bien établie explique pourquoi l'ASE, contrairement à la CYC, a évité certains dérapages sur le plan organisationnel. Cette inscription s'accompagnait en plus d'une collaboration étroite entre l'ASE et divers organismes, groupes et syndicats qui ont facilité l'apprentissage d'approches et de techniques en animation sociale et en éducation populaire. Malgré une existence relativement courte, l'ASE a été une école de formation décisive pour toute une génération d'universitaires qui se sont réinvestis par la suite dans de nombreuses initiatives locales, citoyennes et communautaires.

### Un contexte favorable

La mise sur pied de l'ASE en 1964 n'était pas inattendue. Si les théories inspirées des *Community Organizations* de Chicago — notamment sous l'influence de Saul Alinsky — étaient dans l'air du temps et avaient déjà inspiré des projets d'animation sociale dans la métropole, l'impulsion première venait du milieu étudiant lui-même. Depuis les années 1950, les étudiants les plus progressistes, c'est-à-dire les plus insatisfaits de leur réclusion sur le campus, avaient manifesté leur désir d'incarner ce que les étudiants en France appelaient le « travailleur intellectuel ». <sup>6</sup> Celui-ci était conçu à l'opposé de l'étudiant frivole et égoïste; il devait plutôt, responsable et critique, contribuer activement à sa société. L'appropriation de cet ethos au Québec s'est d'abord manifestée par le biais des associations étudiantes, particulièrement l'Association générale des étudiants de l'Université de Montréal (AGEUM) et l'Association générale des étudiants de l'Université Laval (AGEL). Alors que cette dernière s'appuyait sur une tradition d'action sociale bien ancrée à la Faculté des Sciences sociales dirigée par Georges-Henri Lévesque, l'AGEUM de son côté avait dû se constituer sa propre tradition, d'abord sous la forme de revendications sociales et démocratiques. Dès 1953, elle produisait une étude accablante sur la reproduction sociale à l'université et, en 1956 et 1958, manifestait contre le gouvernement de Maurice Duplessis afin de rendre l'université plus accessible. <sup>7</sup> En 1961, l'association avait adopté une *Charte de l'étudiant universitaire* qui redéfinissait l'horizon d'attente des étudiants en privilégiant leur rôle social à la fois comme critiques et comme instigateurs d'une nouvelle société. <sup>8</sup> À l'entrée de la décennie, l'AGEUM, qui possédait l'une des machines administratives les mieux rodées au Canada, était prête à assumer son nouveau leitmotiv : « Au service des étudiants et de la nation ».

Les étudiants universitaires n'étaient pas les premiers jeunes à se lancer dans l'action sociale. Avant eux, les Jeunesses ouvrières catholiques (JOC et JOCF) avaient constitué un lieu important de formation au cours des années 1930–1960, bien que leur activité ait relativement peu concerné les universitaires. <sup>9</sup> C'est d'ailleurs avec étonnement que l'étudiant Pierre Vennat avait découvert que les jeunesses catholiques

manifestaient plus de sens pratique et d'audace pour rejoindre la population que ses camarades universitaires : « il existe un organisme qui agit au lieu de parler. Combien d'entre-nous connaissent l'action de la JOC? »<sup>10</sup> La même année, le nouveau comité de l'AGEUM « Chantiers étudiants » voyait le jour afin de passer de la parole aux actes. Son mandat était de susciter une prise de conscience des problèmes sociaux sur les campus, et surtout, de « canaliser les énergies étudiantes vers un travail social qui soit à la fois gratuit et efficace ». Les projets envisagés allaient de la rénovation des maisons de familles défavorisées aux cours du soir pour les enfants en passant par la constitution de caisses d'urgence.<sup>11</sup> C'est en cherchant à élargir et structurer ces initiatives, mais aussi en sortant de l'esprit de la « charité chrétienne » qui imprégnait encore les « Chantiers », que l'AGEUM allait enclencher le processus qui devait mener à l'ASE quelques années plus tard.

L'un des incitatifs des étudiants pour se diriger vers l'action sociale se trouvait dans le paradoxe d'une université encore largement élitiste. Seuls 5 à 10 % des jeunes y avaient alors accès au sein d'une société pourtant dite démocratique.<sup>12</sup> Il est significatif que ce soit à partir de l'enjeu particulièrement important de l'accessibilité de l'éducation supérieure que les étudiants aient formulé le type d'action sociale qu'ils entendaient mener : « Lorsque nous nous demandons, quelle action extérieure de l'AGEUM répondra le mieux aux besoins de ses membres et de la collectivité? [...] La réponse apparaît avec netteté, **l'éducation.** »<sup>13</sup> Alors que selon les étudiants, les éducateurs adultes tendaient à normaliser les comportements et à favoriser l'intégration passive dans le système, les « travailleurs étudiants » n'avaient pas encore été « avalés » par la société; ils possédaient au contraire un potentiel inédit comme éducateurs. Au sein de structures étudiantes éminemment mobiles et flexibles, ce potentiel était rempli de promesses.

## Structures et fonctionnement de l'ASE

Le 8 septembre 1964, le président de l'AGEUM Michel Vaillancourt présenta un mémoire au premier ministre Jean Lesage, demandant au gouvernement de financer l'action sociale étudiante. Un communiqué présentant le mémoire précise que l'étudiant, à condition de jouir de son indépendance, est prêt à « s'engager sans compromis au service de la nation ». On ajoute également que l'étudiant « entend influencer de façon efficace l'action du gouvernement afin qu'il accélère ce qu'on appelle à tort ou à raison la “révolution tranquille” ». Mais la nature de l'action sociale envisagée n'est pas encore définie, et le texte demeure vague lorsqu'il est question de créer des « camps d'aide au relèvement des régions défavorisées ».<sup>14</sup> On suggère également que le projet soit mené par 25 étudiants et 25 étudiantes travaillant aux côtés des agriculteurs ou des ouvriers pour ensuite se « frotter à la population » et dialoguer avec elle en se faisant « animateurs, spécialistes en organisation communautaire ».<sup>15</sup> La parité des sexes est étonnante dans la proposition, d'autant plus que l'enjeu du genre, pratiquement absent du mouvement étudiant à cette époque, sera rarement soulevé par la suite.<sup>16</sup> Plus généralement, cette première mouture de l'ASE évoquait les *Frontier College* au Canada, où des étudiants passaient l'été à travailler avec des

bûcherons afin de leur enseigner, le soir, quelques rudiments d'anglais et de mathématique. Favorable au projet, le gouvernement donne son accord de principe. Après plus amples discussions et certains amendements, le projet se précise : il s'agira d'un plan d'action sociale misant non pas sur le travail manuel et l'enseignement direct, mais sur la formation de petites équipes axées sur la coopération entre les étudiants et les organismes déjà en place dans les communautés.

À l'image des modes d'organisation dans les milieux étudiants à l'époque, la structure de l'ASE est complexe. Extension du syndicalisme étudiant, l'ASE est marquée par l'idéal de cogestion défendu par l'AGEUM depuis le début des années 1960. Les comités de cogestion, en général constitués d'étudiants, de professeurs et d'administrateurs, étaient censés donner une voix aux étudiants dans les affaires les concernant, en plus de décourager le paternalisme et la déconnexion des autorités avec la réalité du campus.<sup>17</sup> Dès ses débuts, la structure de l'ASE apparaît comme un exercice d'équilibre : les TEQ sont liés et dépendent à la fois du ministère de l'Éducation finançant une grande partie des opérations, des associations étudiantes locales fournissant de nouvelles troupes, de l'Union générale des étudiants du Québec (UGEQ) négociant avec le gouvernement au nom de l'ASE, et des organismes sur le terrain offrant (généralement) de la formation et du soutien aux étudiants. Le tout sans parler de la participation cruciale de la population. Si la coordination des acteurs, des ressources et des intérêts de toutes ces instances s'avère problématique, elle révèle également la capacité d'adaptation des étudiants.

Le contexte éducationnel et politique du début des années 1960 était on ne peut plus favorable à une action sociale étudiante. La classe politique, hier encore récalcitrante ou franchement hostile au milieu étudiant, avait adopté une autre attitude depuis l'élection du Parti libéral de Jean Lesage. En se posant comme solidaires, voire même comme agents de l'édification du Québec nouveau, les étudiants ont su profiter d'une « fenêtre d'opportunité politique » pour promouvoir leurs idées. Les connivences étaient de fait nombreuses entre le nouveau régime et le syndicalisme étudiant. Les grandes orientations du Parti libéral telles que la démocratisation, la modernisation, la rationalisation et l'autonomisme, étaient aussi défendues par les étudiants qui n'hésitaient pas à saluer certaines initiatives du gouvernement comme le rapatriement des compétences provinciales, la réforme en éducation (Commission Parent), ou la création d'Hydro-Québec. Les étudiants sont notamment enthousiasmés par la création du Bureau d'aménagement de l'Est du Québec (BAEQ), qui entendait développer l'économie de l'est de la province, où le chômage, la diversification des activités et l'accès aux services étaient problématiques.

La mise en route de la première opération de l'ASE à l'été 1965 avait été placée sous la responsabilité d'un comité de cogestion (appelé « comité interministériel »), composé de membres du gouvernement et d'étudiants. Son mandat était de rencontrer diverses organisations (le BAEQ, la Centrale des syndicats nationaux (CSN), les caisses populaires Desjardins, certains comités de loisir, le Conseil des Œuvres de Montréal, etc.) en vue de collaborations éventuelles. Le comité avait ensuite soumis au gouvernement un rapport provisoire en suggérant la sélection de certains projets proposés par les étudiants. Les trois principaux critères de sélection prenaient en compte les besoins

du milieu (pour 50 points), l'autonomie des TEQ par rapport à l'organisme en place (35 points), et les répercussions possibles de leur travail (30 points).<sup>18</sup> Un comité de sélection composé de fonctionnaires et d'étudiants avait été chargé de choisir les candidats. Une fois les projets et les TEQ sélectionnés, un comité de coordination et un comité de liaison prenaient la relève sur le terrain et devaient relayer l'information entre les équipes, s'assurer de la coopération des organismes et motiver les troupes. Une commission politique, enfin, faisait office d'instance « idéologique » des TEQ; elle défendait l'organisation face au gouvernement, avec (et parfois contre) l'UGEQ.

L'expérience de l'été 1965 avait été suffisamment concluante pour qu'on la réitère l'année suivante, mais à plus grande échelle. Pour l'ASE-66, les effectifs étaient passés de 47 à 83 travailleurs étudiants qui provenaient de six disciplines en particulier : la sociologie (12), le droit (12), l'éducation (8), l'économie (5), les lettres (4), et les relations industrielles (3).<sup>19</sup> L'engouement suscité par l'ASE se vérifiait par la quantité de candidatures reçues. Pour l'ASE-67, sur un total de 887 candidatures, 50 % provenaient des universités, 37 % du niveau collégial et 10 % des écoles normales, ce qui correspondait à une classe d'âge de 16 à 25 ans. Les domaines d'action privilégiés par les étudiants à l'étape de la candidature se répartissaient comme suit : 159 étudiants préféraient l'organisation des loisirs, 110 l'éducation permanente, 86 l'économie familiale et budgétaire, 81 l'organisation communautaire, 69 l'éducation syndicale, 55 l'éducation à la culture et 17 l'assistance juridique.<sup>20</sup> Les projets en élaboration reflétaient cette diversité : éducation coopérative à Drummondville, éducation syndicale à Laval, éducation des consommateurs à Québec, moniteurs itinérants à Nicolet, éducation budgétaire en Gaspésie, assistance aux délinquants à Ottawa, organisation communautaire chez les Autochtones de Maliotenam, etc.<sup>21</sup> Grâce au budget de 100 000 dollars accordé par le gouvernement à l'ASE-66, les étudiants avaient droit à un modeste salaire allant de 240 à 405 dollars par mois, selon leurs années d'étude.

L'une des particularités de l'ASE était la participation de différentes universités. Contrairement à la plupart des initiatives étudiantes souvent limitées à un seul campus — à l'exception des grèves générales et de certaines manifestations —, l'organisation était parvenue à impliquer plusieurs associations. On remarquait d'ailleurs une participation plus équilibrée à mesure que l'expérience se développait. Alors que 38 TEQ provenaient de l'Université de Montréal et 9 de l'Université Laval en 1965, ils étaient 38 à être issus de l'Université de Montréal, 31 de l'Université Laval, 10 de l'Université de Sherbrooke et 5 de l'Université d'Ottawa en 1966.<sup>22</sup> Mais l'ASE n'était pas la seule entreprise de ce type au Canada. Bientôt, elle fut confrontée à une initiative lancée par le gouvernement fédéral qui touchait en plein à son domaine d'action. Une occasion pour elle de préciser ses objectifs, de réfléchir à son fonctionnement et de repenser le rôle de la jeunesse dans la société par rapport à la montée du nationalisme au Québec.

### **Une intruse : la Compagnie des Jeunes Canadiens**

À l'occasion d'un discours prononcé à McGill le 28 mai 1965, le premier ministre canadien Lester B. Pearson annonça, près d'un an après la mise sur pied de l'ASE,

la création de la Compagnie des Jeunes Canadiens, une organisation mieux connue sous son appellation anglaise *Company of Young Canadians*. Inspiré d'initiatives comme les *Peace Corps* aux États-Unis, le projet cherchait à canaliser l'énergie de la jeunesse afin d'aider les plus défavorisés, mais aussi de contribuer « à l'essor, la force et l'unité du Canada ».<sup>23</sup> La CYC jouit d'une grande autonomie pendant ses premières années et les ressemblances sont en fait nombreuses entre l'ASE et la CYC. Celle-ci s'était cependant vite fait accuser de noyer le potentiel subversif et critique de la jeunesse. La CYC avait effectivement siphonné plusieurs éléments de la *Student Union for Peace Action* (SUPA), dont les membres avaient eux-mêmes initié — sans coordination d'ensemble (et sans salaire) — des projets d'action sociale, notamment en milieux ouvriers et autochtones.<sup>24</sup> Au Québec, l'absence d'une grande organisation jeunesse de gauche comme la SUPA a sans doute évité à l'ASE la même réputation, aujourd'hui débattue<sup>25</sup>, d'éteignoir du radicalisme.

Dès sa fondation, la CYC avait tenté d'enrôler les étudiants québécois, ce qui avait provoqué une levée de boucliers de la part de l'ASE. Les TEQ accusaient la CYC de reprendre le vieux discours moralisateur sur la « responsabilisation des pauvres ». Dans une brochure faisant la promotion de la compagnie, on invitait effectivement l'étudiant à « construire un Canada où nous serons plus heureux », tout en ajoutant que : « Les pauvres eux-mêmes seront en mesure de faire fructifier par leur travail leurs droits en tant que citoyens du Canada ».<sup>26</sup> Si dans les faits les membres de la compagnie, fortement influencée par les jeunes radicaux de la SUPA, cherchaient bien à faire de l'animation sociale et du *community organizing* comme les TEQ, ils étaient perçus au Québec comme les créatures bureaucratiques du gouvernement fédéral. Cette perception rejoignait la vision globalement négative du mouvement étudiant au Canada anglais. En ce sens, ils constituaient une menace et l'ASE entendait bien « concurrencer la CYC et le fonctionnarisme étudiant. »<sup>27</sup>

Le recentrement des étudiants francophones sur le Québec était en phase avec le courant autonomiste de la Révolution tranquille. Afin de bloquer la CYC, l'ASE a déployé une stratégie semblable à celle mise en place par le Parti libéral de Jean Lesage face à Ottawa, en jouant la carte de la défense des compétences du Québec pour dénoncer « l'ingérence » fédérale. Les TEQ allèrent jusqu'à proposer que le gouvernement du Québec fasse pression auprès d'Ottawa afin qu'une partie des fonds alloués à la CYC revienne à l'ASE. Cette stratégie, dite du *opting-out*, misait également sur l'émulation des partis politiques provinciaux qui se concurrençaient afin de charmer une jeunesse de plus en plus nombreuse en vue des élections de 1966. En jouant la carte de l'autonomisme face à la CYC, l'ASE croyait bien pouvoir tirer son épingle du jeu en vue d'une élection qui était censée avoir « une forte teinte nationaliste ».<sup>28</sup> Mais la différence la plus importante entre les deux groupes, du moins pour la période 1965–1967, tenait à leur ancrage organisationnel et à la formation des membres.

### **Tradition et formation**

Kevin Brushett a raconté les ennuis de la CYC lors de la séance de formation à l'été 1965 au camp de Crystal Cliffs (Nouvelle-Écosse). En plus d'un manque de



planification et de coordination, l'absence d'un contrôle rigoureux à l'étape de la sélection des candidats aurait laissé passer plusieurs jeunes — dont certains seulement étaient étudiants — peu aptes aux rigueurs de l'action sociale. Pendant la formation, une candidate s'était retrouvée à l'hôpital psychiatrique, d'autres avaient fui le camp pendant la nuit, alors que certains, heureux d'avoir enfin trouvé une communauté, ne voulaient plus partir. Ces ratés s'expliquent par la difficulté à filtrer les candidats. Pour l'année 1966, la CYC avait reçu 1500 candidatures, dont seulement 178 étaient remplis correctement ce qui a forcé les organisateurs à choisir plusieurs jeunes en dépit d'une information adéquate. Sur les 56 participants initiaux au camp de formation, seulement 8 complétèrent leur contrat.<sup>29</sup>

À l'inverse, les organisateurs de l'ASE avaient pu se permettre d'éliminer plus de 80 % des candidatures dès l'étape des formulaires, pour ensuite faire un tri dans les 121 étudiants retenus. De ce nombre, la moitié était passée en entrevue et 47 avaient été sélectionnés.<sup>30</sup> Le formulaire en question comportait des questions sur la citoyenneté (« canadienne » ou « québécoise »!), sur l'expérience du candidat dans des « Mouvements étudiants, ouvriers, culturels, économiques, politiques, sociaux », sur ce que représentait l'action sociale, sur ce qu'il ou elle espérait en retirer et sur les types d'activité qui l'intéressaient.<sup>31</sup> À l'étudiante Claudie Solar qui s'était plainte de ne pas avoir été retenue, on avait répondu : « vous ne semblez pas posséder l'expérience sociale nécessaire ».<sup>32</sup>

Le lieu et le déroulement de la formation distinguaient encore davantage les deux organisations. Plutôt qu'à un camp isolé — propice aux expériences contre-culturelles —, l'ASE avait décidé de tenir ses deux semaines de formation au pavillon Pollack de l'Université Laval. Le tout pour faciliter la rencontre des futurs TEQ avec des organismes partenaires afin d'assurer un cadrage (*framing*) adéquat en vue des projets de l'été. Du 20 mai au 2 juin 1965, les candidats retenus regroupés en équipes avaient assisté à des conférences et participé à des discussions de groupe. En plus d'une orientation générale, la période de formation comprenait des séances plus techniques et spécifiques à chaque équipe. Particulièrement investi dans l'activité, l'Institut coopératif Desjardins de Lévis a offert plusieurs séances sur l'animation syndicale et la formation économique des travailleurs à l'équipe des TEQ à laquelle il était affilié. Ces séances étaient supervisées par une dizaine de membres de cet institut qui était alors reconnu comme un important lieu de formation en animation sociale. L'une des différences entre l'ASE et sa contrepartie canadienne était de fait sa proximité avec des organisations qui traitaient des enjeux liés aux conditions matérielles, à la production et à la consommation (dette, coop alimentaire, services sociaux, etc.). Cette proximité s'explique par les liens déjà existants entre les associations étudiantes et certaines de ces organisations. Le « Comité d'éducation » de l'AGEUM, par exemple, organisait des séances d'étude en collaboration avec la CSN depuis le début des années 1960.<sup>33</sup> En retour, ces séances teintaient fortement les structures associatives et les initiatives étudiantes telles que les campagnes pour aider à la syndicalisation des employés de soutien de l'Université de Montréal.

Le lancement efficace de l'ASE s'expliquait également par son ancrage dans les associations étudiantes. Loin d'être une initiative gouvernementale créée *ex nihilo*



comme la CYC — qui n'était cependant pas incorporée à l'État fédéral —, l'ASE était la concrétisation de ce qu'on pourrait appeler une tradition d'attente, celle d'une action sociale qui prenait racine dans les campus et, dans une moindre mesure, qui s'inspirait des jeunesses catholiques des années 1940 et 1950. De son côté, la CYC demeurait lâchement associée au monde associatif étudiant malgré la participation de quelques membres expérimentés de la SUPA. Ceci aurait provoqué, selon Jim Harding qui était alors l'un de ses membres, a « lack of cohesive narrative ». <sup>34</sup> Tout le contraire de l'ASE qui avait ses bureaux tout près de ceux de l'AGEUM et était à la fois le fer de lance du mouvement étudiant au Québec et une véritable machine idéologique. C'est au sein de cette association — et de son organe écrit le *Quartier latin* — que différents récits ont été éprouvés et combinés depuis le milieu des années 1950, notamment ceux du travailleur intellectuel, du syndicalisme étudiant et de l'animation sociale. Tous ces facteurs combinés expliquent l'attrait exercé par l'ASE et les difficultés de la CYC au Québec. Un journaliste du *Time* avait comparé les deux organisations et constaté que « the interest in TEQ far outstrips that for Ottawa's CYC », malgré le budget beaucoup plus modeste des premiers. <sup>35</sup>

Les équipes de travailleurs étudiants étaient composées de jeunes de plusieurs tendances. Selon Michel Blondin, alors tout juste diplômé de l'Université de Montréal et travailleur social engagé par le gouvernement comme consultant auprès des équipes TEQ, on pouvait distinguer trois types de participants : quelques *do-gooders* qui voulaient faire une bonne action, mais qui étaient en général peu efficaces; une majorité de pragmatiques qui cherchaient à « apporter à cette population donnée un service concret valable » à partir d'un processus de résolution de problèmes; et une minorité d'idéologues qui auraient exercé une influence importante malgré leur petit nombre. <sup>36</sup> Alors que le second groupe envisageait des progrès à long terme et tendait à se décourager face aux lenteurs du présent, le troisième était très motivé par le court terme, ce qui aurait expliqué son impact. Si les « idéologues » étaient discrets dans les rapports hebdomadaires et dans les organes de diffusion de l'ASE, certains d'entre eux étaient soupçonnés de faire partie du Mouvement de libération populaire (MLP), fondé par Pierre Vallières en 1965. Le MLP aurait d'ailleurs cherché à noyauter l'action sociale étudiante en facilitant certaines candidatures. <sup>37</sup>

Malgré qu'il y ait eu certains idéologues nationalistes en son sein, l'ASE tendait à étendre son action au-delà des frontières du Québec, par exemple en intégrant des travailleurs étudiants de l'Université d'Ottawa (dont cinq sont recrutés en 1966). L'ASE adoptait ainsi à l'égard du Canada français une position moins tranchée que celle de l'UGEQ, qui avait rejeté l'intégration de toute université située en dehors de la province. <sup>38</sup> Malgré l'effervescence nationaliste au Québec, l'hostilité manifestée par l'ASE à l'égard de la CYC — un numéro du bulletin *TEQ-Information* titrait : « Canadians go home ! » — ne s'étendait pas aux étudiants anglophones québécois. Dès le départ, le conseil étudiant de McGill avait envoyé l'observateur Harry Cohen aux réunions des TEQ et voté la somme de 1500 dollars pour l'ASE, mais à condition que son université y soit acceptée. Peu de temps avant l'Opération-McGill — action mobilisant différents groupes dont plusieurs militants mcgillois soucieux de franciser leur université —, les étudiants anglophones intéressés par l'ASE (environ 200 se

seraient manifestés) acceptaient, selon un TEQ, « les principes de l'unilinguisme et concev[aien]t qu'ils auron[t] à travailler en milieu canadien-français ».<sup>39</sup>

S'ils décident alors d'inclure McGill, les TEQ sentent néanmoins le besoin de rappeler à leurs confrères anglophones que les participants « doivent être parfaitement bilingues puisque le travail se fait en secteurs nettement prolétariés où "L'Anglais" n'est pas accepté et [plutôt] vu comme un maître distant et redoutable. »<sup>40</sup> Ironiquement, les TEQ francophones étaient souvent eux-mêmes perçus de cette façon par la population.

### L'esquisse d'un champ d'expertise

L'une des hantises de l'ASE était non pas l'amateurisme (inévitables) des débuts, mais plutôt la répétition des mêmes erreurs d'une année à l'autre. À cette fin, plusieurs mécanismes ont été mis en place pour échafauder un champ d'expertise dont l'une des composantes était l'autoévaluation. À la fin des périodes de formation précédant l'été, chaque équipe était invitée à faire un retour sur son expérience et à planifier plus précisément ses activités et ses objectifs. Une fois sur le terrain, les équipes devaient rendre compte chaque semaine de leur expérience au comité de coordination et au comité de liaison. Tous les mois, ils devaient également participer à des réunions régionales pour faire le point, évaluer le chemin parcouru et s'exposer aux critiques et commentaires. L'insistance sur la circulation de l'information et sur l'autocritique était au cœur du *modus operandi* de l'ASE, qui voulait maximiser les chances de corriger ses lacunes et de perfectionner les techniques d'action sociale.

En diffusant des témoignages issus du terrain et des éléments d'information (technique, statistique, idéologique), ou tout simplement en racontant des *success-stories*, l'ASE cherchait également à créer un esprit de solidarité et d'émulation malgré les centaines de kilomètres qui séparaient les participants. Il s'agissait aussi de peaufiner — et éventuellement de généraliser — des « méthodes régulières établies » afin d'éviter « toute "démarche personnelle" [qui] risque fort d'être inutile. »<sup>41</sup> La brochure *TEQ-information* produite par le bureau de recherche de l'ASE, était chargée de livrer cette information afin d'encourager ce qu'on pourrait appeler un « co-apprentissage sur le tas ».

Composé de courts textes, d'annonces et de statistiques, cette brochure largement bricolée avec les moyens du bord n'est jamais devenue un incubateur d'idées et de théories. Le *TEQ-Information* a toutefois soulevé la nécessité pour l'ASE de se constituer une documentation propre à son action. À cette fin, ses secrétaires cherchèrent à obtenir auprès de divers groupes des monographies, des rapports et des statistiques sur des sujets aussi divers que le travail en comité, l'éducation aux adultes, la pêche et le tourisme en Gaspésie, les loisirs dans le diocèse de Rimouski, etc. L'objectif était également de réunir et de rendre accessibles les ressources touchant de près ou de loin à leur propre action : « Nous montons en ce moment une documentation sur le Québec social et économique et sur tous les organismes d'action sociale par les étudiants ».<sup>42</sup> Cette entreprise de collecte illustrait bien l'importance grandissante accordée par l'ASE à la connaissance du milieu, l'une des faiblesses identifiées par Michel

Blondin dans son rapport. Si les documents empiriques devaient préparer à la réalité du terrain, les propres rapports et observations des étudiants étaient censés grossir le bassin d'expériences accessibles aux futurs TEQ, avec pour objectif de définir plus précisément l'apport et le potentiel spécifiques des étudiants aux divers projets. C'est avec satisfaction que Pierre Théorêt, directeur de l'ASE, écrivait que « la structure de l'Opération '67 a été conçue à partir du terrain ».<sup>43</sup>

Le développement de ce champ d'expertise était corrélatif à l'ambition de l'ASE à devenir plus autonome sur le terrain. Sa dépendance à l'expertise des organismes était ainsi vue comme temporaire, puisqu'il « serait bon que TEQ développe son propre système de compétences techniques pour ne pas toujours compter sur les organismes avec lesquels nous travaillons ».<sup>44</sup> Cette recherche d'autonomie se manifestait également à l'égard du monde associatif étudiant, avec lequel l'ASE était souvent en conflit. Mais si elle voulait « demeurer le prolongement de la pensée étudiante »,<sup>45</sup> l'organisation devait maintenir ses liens avec les campus, notamment pour s'inspirer des idées et des pratiques débattues dans les milieux étudiants, en particulier celles touchant à la pédagogie et au changement social.

### **Éducation et projet de société**

« On peut tout expliquer aux masses à condition qu'on veuille vraiment qu'elles comprennent ».<sup>46</sup>

Tout comme leurs confrères sur les campus, les TEQ critiquaient l'ancienne pédagogie (cours magistral, assimilation passive de la matière, etc.) et projetaient plutôt, à travers l'animation sociale, un enseignement participatif et démocratisé où chacun était à même de devenir éducateur en fonction de ses capacités. En attendant ce jour, la figure de l'étudiant comme future élite et comme « guide », particulièrement présente au cours des années 1945–1960, se voyait de plus en plus contestée. Elle correspondait à la distanciation des étudiants à l'égard de ce qui était considéré comme la « tour d'ivoire » universitaire. On dénonçait à la fois « l'Université libérale », qui propose « d'insipides jeux intellectuels propres à divertir une bourgeoisie désœuvrée », et « l'Université technocratique » qui est une « dégénérescence de la tendance à l'intégration sociale ».<sup>47</sup> Les TEQ, de leur côté, croyaient posséder, en vertu de leur jeunesse et de leur liberté d'action, les outils pour naviguer entre ces deux écueils.

Le célèbre manifeste *L'Université ou fabrique de ronds de cuir* (1968), concocté par des étudiants de l'Université de Montréal — dont certains avaient participé à ou suivi de près l'ASE, comme Louise Harel et Roméo Bouchard — misa sur cette liberté. En refusant les modèles clés en main, il énonçait le projet d'une université comme « lieu de participation et de communication, en sortant du cercle vicieux qui fait de l'étudiant une tabula rasa » ou comme un moule passif.<sup>48</sup> Les TEQ étaient aux premières loges pour expérimenter cette transition : éducateurs patentés en terres inconnues, ils étaient emmenés à reconnaître l'inefficacité de leur approche initiale (directive, univoque). Les problèmes d'éducation ou d'animation auxquels ils ont été confrontés ont contribué, chez les TEQ, mais aussi chez les étudiants en général, à la définition

d'un projet social où l'on ne visait plus la transmission progressive et définitive — avec la figure autoritaire du *maître* —, mais plutôt une éducation permanente en constante actualisation, à la fois libre et en situation.

La vision de l'éducation des étudiants à l'intérieur et en dehors de l'université impliquait un certain positionnement par rapport à l'Histoire et au temps. Selon un étudiant, « l'éducation doit alors devenir un contact dialectique [...] à travers duquel se transmet en même temps que se crée le savoir d'une culturelle nouvelle en perpétuel devenir ».<sup>49</sup> Ces mentions de la « dialectique » et du « perpétuel devenir » révélaient la façon dont les étudiants expérimentaient l'une des expériences du temps typique de la modernité : celle de l'accélération du temps.<sup>50</sup> On a vu plus haut que le mémoire de l'AGEUM au gouvernement indiquait qu'il fallait « accélérer » la Révolution tranquille. Mais à partir du milieu des années 1960, plusieurs étudiants constatent qu'il est désormais impossible de se projeter dans le futur sur le mode du perfectionnement (de l'humain, de la société) ou de l'accumulation (des connaissances). Sensibles au déclin de l'utopie d'un *brave new world*, les étudiants sont parmi les premiers, dans la société, à assumer qu'on ne peut plus se projeter avec confiance dans un temps long grâce la *Longue marche des technocrates*, ces nouveaux maîtres qui rêvaient hier encore d'une « société fonctionnelle et techniquement parfaite ».<sup>51</sup>

Mais la critique de ce dirigisme technocratique par les étudiants n'impliquait pourtant pas une démission à l'égard du futur. Les TEQ voulaient en fait provoquer des transformations graduelles qui soient à la fois effectives immédiatement et capables de transformer les structures à moyen et à long terme. À cet égard, ils se heurtaient au pragmatisme de plusieurs organisations. Une équipe d'animation constatait que les représentants syndicaux avec lesquels ils collaboraient étaient « pris par des problèmes à très court terme; ils n'accordent pas d'attention à notre projet qui est à long terme; ils ne semblent pas croire à notre projet ».<sup>52</sup> L'un des rôles de l'ASE était bien de sensibiliser les organisations et la population à cet horizon d'une nouvelle société dont le cœur serait la participation à la base. Mais le temps manquait. Pour défendre sa vision de l'action sociale ou simplement pour « atteindre les couches les plus défavorisées de la population »,<sup>53</sup> les TEQ vivaient dans l'urgence. La période estivale ne laissait pas suffisamment de temps pour étudier et comprendre profondément les conditions locales, se faire valoir auprès de l'organisme allié, et surtout, gagner la confiance de la population. Un TEQ en mission près de Val-d'Or racontait : « Quand un cultivateur de Despinassy nous dit que si on ne revient que dans un an, on ne sera plus pris au sérieux, on observe que quelqu'un s'interroge pour nous. Avec raison ».<sup>54</sup> Face à ce danger, le plan était d'établir la permanence de l'action sociale étudiante.

Une telle permanence impliquait à la fois les structures de l'ASE, notamment en incorporant les TEQ pour assurer leur avenir, et les structures locales souvent associées à des organismes ou des institutions déjà présents au sein de la communauté. Cette préoccupation était visible jusque dans les rapports hebdomadaires, où les équipes devaient rendre compte de la possibilité d'établir une permanence. Certaines équipes avaient bel et bien réussi en ce sens. À Gros-Morne, où 40 des 80 familles vivaient de l'assistance sociale et devaient parfois s'endetter pour avoir accès à des

services de santé éloignés, les étudiants étaient parvenus à créer un comité de citoyens et avaient convaincu un médecin et une infirmière de Rivière-du-Loup de venir sur place une demi-journée par semaine afin d'offrir des soins de santé.<sup>55</sup> Dans d'autres cas, en attendant la permanence, l'ASE tentait de maintenir un « suivi » auprès de certaines populations en dehors de la période estivale. Sur l'ensemble du territoire, il y aurait eu pas moins de 80 TEQ pour assurer, à temps partiel et bénévolement, la permanence de l'automne 1966 à l'été 1967.<sup>56</sup> Bien sûr, les projets dans les grandes villes étaient plus faciles à maintenir en raison de la proximité des universités.<sup>57</sup> Dans le quartier Saint-Henri, à Montréal, un centre d'information médicale dispensait des cours théoriques donnés par six étudiants en médecine, au rythme de deux par mois; les familles étaient ensuite divisées en petits groupes pour discuter de la matière enseignée. Dans l'est de Montréal, en collaboration avec le comité d'éducation sociale et économique du quartier, six TEQ donnaient des cours d'économie familiale et plus de 100 familles en auraient bénéficié.<sup>58</sup>

Mais les étudiants rappelaient que le dépannage et les cours n'étaient pas des fins en soi. Pour l'un d'eux, « le projet doit dépasser l'aspect économie familiale et déboucher vers une action communautaire ».<sup>59</sup> La transmission et l'assimilation de l'information par les populations ne suffisaient pas; elles devaient enclencher une dynamique culturelle et des structures participatives soutenues par les locaux. Les obstacles à un tel enclenchement étaient pourtant nombreux.

### **Les étudiants et les travailleurs**

« Dans nos paisibles campagnes, que feront ces jeunes dépourvu de l'expérience du milieu [...] leur présence dans nos parages n'est ni désirée, ni désirable et nous en avons assez des théories et des idéologies ».<sup>60</sup>

Dans son analyse des alliances et des malentendus entre les étudiants et les ouvriers au Canada anglais, Ian Milligan conclut que « labour formed the backdrop for the experience of the vast majority of young Canadians at the time ».<sup>61</sup> Au Québec, cette relation étudiée surtout par rapport aux jeunes catholiques des années 1930–1940 et au militantisme des années 1968<sup>62</sup> est moins connue pour la période 1960–1966. Depuis le début de la décennie, les associations étudiantes, et particulièrement l'AGEUM, avaient multiplié les perches tendues vers les centrales syndicales, notamment en invitant des conférenciers de la CSN, en appuyant officiellement plusieurs grèves, en luttant contre le bill 54 (code du travail) et en envoyant des étudiants assister aux cours d'organisation syndicale mis sur pied par le Congrès du Travail du Canada.<sup>63</sup> Dans le journal *Quartier latin*, une « chronique du travail » et une « chronique syndicale » axées particulièrement sur les conflits de travail et le fonctionnement des syndicats paraissaient depuis 1959–1960.<sup>64</sup> Sur cette tribune, Roger David posait la question : comment favoriser la rencontre de l'étudiant et de l'ouvrier? Plutôt que de proclamer vaguement leur solidarité, les étudiants devaient, selon lui, « amorcer l'aventure de la lucidité » et aller à la rencontre des jeunes ouvriers afin que ce dépassement des classes sociales participe à la « genèse de notre syndicalisme ».<sup>65</sup>

Les TEQ sont, à notre connaissance, les premiers groupes étudiants organisés et laïcs à entreprendre cette aventure vers le monde ouvrier au Québec. En vue de l'ASE-66, un groupe de TEQ avait opté pour l'éducation syndicale dans le milieu de la construction dans la région de Québec. Pour mener à bien ses activités, l'équipe devait collaborer avec le conseil des métiers de la construction, qui groupait 11 syndicats (plombiers-électriciens, journaliers, etc.) au sein de la CSN. Le défi était de taille, puisqu'il s'agissait d'un territoire où la vie syndicale était pratiquement inexistante. Mais l'idéalisme des étudiants était alors à toute épreuve; il était de plus raffermi par ce qui apparaissait comme une connivence entre le syndicalisme étudiant et le syndicalisme ouvrier. Cette connivence justifiait, pour les étudiants, leur rôle d'éducateur dans un milieu qu'ils connaissaient pourtant fort peu. Qu'à cela ne tienne, les TEQ croyaient pouvoir « inculquer aux travailleurs une nouvelle conception du syndicalisme [qui ne soit] pas exclusivement d'affaires, mais de participation sociale ».<sup>66</sup>

L'équipe de Québec se heurta rapidement à une difficulté : l'indifférence des permanents de la CSN qui étaient chargés de faciliter la pénétration des TEQ : « On doit se débattre, écrivait l'un d'eux, comme des fous pour, en fait, les aider à accomplir leur tâche. » Dans les dédales du syndicalisme ouvrier, avec peu d'orientation sur le terrain, les étudiants ont parfois eu l'impression de s'agiter inutilement : « Nous sommes comme des souris à qui on aurait dit : "il y a un fromage de caché dans l'édifice; trouvez-le" ». En fait, et la critique est récurrente dans l'ASE : les personnes-ressources manquent, particulièrement les spécialistes (animateurs, avocats, éducateurs, etc.), indispensables pour aiguillonner et outiller les étudiants. Cette situation est frustrante et affecte l'équipe de Québec, dont le « moral [est] de plus en plus bas » après deux semaines de piétinement.<sup>67</sup> Plusieurs autres équipes vivaient une situation semblable.

L'énergie déployée par les TEQ pour tisser des liens avec les organismes n'était pourtant pas vaine; elle bousculait les habitudes et, parfois, suscitait l'émulation. Si l'objectif était de « faire un travail d'éducation, d'éveil du milieu », l'impact immédiat des TEQ se faisait souvent sentir au niveau des organismes, dont ils parvenaient à « fouetter »<sup>68</sup> les structures grâce à leur impatience et à l'horizon d'une transformation globale qu'ils proposaient. Michel Blondin racontait que l'idéalisme et l'ardeur des étudiants avaient permis d'« engager un dialogue, parfois très ferme et même rude, afin de forcer certains organismes à poser de nouveaux gestes plus adaptés et plus osés ».<sup>69</sup>

Un autre obstacle s'était dressé devant l'équipe de Québec : la méfiance des ouvriers. Il s'agit d'un « Milieu difficile, [de] gens individualistes », écrivait un TEQ, et d'un « milieu désorganisé et défavorisé à l'extrême », se plaignait un autre.<sup>70</sup> Mais les étudiants croyaient avoir trouvé la solution à cette apathie : constituer un « collège du travail ». L'idée était déjà dans l'air avant même la création de l'ASE; en 1964, un étudiant avait souligné que le collège de travail visait à « donner à un groupe choisi de travailleurs une formation d'animateurs de vie syndicale ».<sup>71</sup> Grâce à des rencontres individuelles, les TEQ espéraient établir une liste des jeunes ouvriers les plus allumés et les plus motivés. Ceux-ci allaient par la suite recevoir une formation sur des sujets aussi divers que l'évolution technologique, les conventions collectives et

la représentativité syndicale. Une fois formés, ces jeunes travailleurs devaient pouvoir, le reste de l'année, enseigner à leurs camarades et ainsi assurer à la fois la permanence des structures et l'éducation permanente. Non sans une certaine arrogance, les TEQ s'engageaient, le reste de l'année, à « évaluer la progression de la conscience des travailleurs ».<sup>72</sup> Avec ce projet, les étudiants cherchaient tout à la fois à ancrer la conscientisation à partir des enjeux propres au milieu et à l'élargir au-delà d'un secteur particulier. Ils adoptaient à cet égard l'une des articulations décisives de la CSN entre un premier front (conditions locales) et un deuxième front (lutttes sociales).<sup>73</sup>

Mais le recrutement en vue d'un collège du travail avançait lentement. Les « travailleurs semblent sceptiques devant notre projet », constatait un TEQ; ils ne veulent surtout pas « entendre parler d'une session d'étude durant l'été ».<sup>74</sup> Les étudiants devront s'ajuster pour ne pas répéter les erreurs de l'équipe de l'année précédente, qui s'était entêtée à appliquer un programme semblable. Plutôt qu'à la pureté idéologique, un TEQ précisait qu'il fallait tendre à une « utilité maximum » afin d'avoir de « plus grandes chances de succès. » Cette résolution les amenait à reconnaître que « la méthode traditionnelle de transmission des connaissances », notamment le cours magistral, ne suffisait pas. Il fallait en plus, grâce à l'animation sociale, organiser « des conférences, des films, des discussions de groupe et des méthodes actives favorisant la participation de tous ».<sup>75</sup> Cette adaptation de l'équipe de Québec était inspirée par d'autres expériences TEQ, passées ou actuelles, qui circulaient dans le réseau de l'ASE, notamment celles en provenance de l'Abitibi-Témiscamingue. Face au problème de l'imperméabilité du milieu ouvrier, l'équipe en mission près de Thetford Mines avait trouvé une solution originale. Insatisfaite de ses progrès, elle avait décidé d'aller carrément se mêler, sur l'heure du midi, aux travailleurs de la mine Normandin afin de « leur donner l'essentiel sur l'économie familiale ».<sup>76</sup> Mais c'est surtout à travers le dépannage individuel, notamment en offrant des services de planification budgétaire, que les TEQ pouvaient glisser, ici et là, des éléments des cours qu'ils peinaient à transmettre autrement. Bref, constatait l'un d'eux, « nous faisons une éducation à l'unité ».<sup>77</sup>

Plusieurs autres équipes avaient fait la même découverte : l'enseignement devant de larges groupes était ardu ou contre-productif. Il fallait plutôt rejoindre la population là où elle se trouvait, comprendre son quotidien et, jusqu'à un certain point, le partager.

### **L'étatisation ou le pari perdu**

À la fin de 1967, l'ASE est sous haute pression. Si elle veut se développer et recevoir les fonds pour organiser sa permanence et survivre, elle doit miser une fois de plus sur le gouvernement, mais au risque d'y perdre son autonomie. La volte-face du Parti libéral, qui prévoyait financer 300 étudiants sur le terrain en 1966, mais qui avait réduit ce nombre à 83, avait semé l'inquiétude. La même année, le retour au pouvoir de l'Union Nationale, hier encore la Némésis des étudiants, n'augurait rien de meilleur. Le nouveau ministre de l'Éducation, Marcel Masse, se méfiait des TEQ : « clan étudiant, élite intellectuelle, esprit de caste » et potentiels fauteurs de trouble.<sup>78</sup>



À partir de 1966-1967, le ton se durcit de part et d'autre. Un TEQ, à la blague (?), écrivait en marge de son rapport hebdomadaire : « On ne prévoyait pas l'élection du parti unioniste; on devient de plus en plus pro-chinois ».<sup>79</sup> La lune de miel qui avait caractérisé la relation entre le mouvement étudiant et le gouvernement semblait terminée.

Afin de stabiliser la situation, l'UGEQ, qui dirigeait les négociations avec le gouvernement, avait décidé de jouer le tout pour le tout. Dans un mémoire, elle proposait que l'ASE soit renommée, à l'exemple de la CYC, « Compagnie des jeunes Québécois » et qu'elle « s'intègre dans le Service-Jeunesse » de l'État québécois tout en « jouissant d'une large part d'autonomie ».<sup>80</sup> La proposition fut acceptée par le gouvernement et l'ASE devient peu de temps après, sous le nom de l'Action sociale jeunesse (ASJ), un service administratif du ministère de l'Éducation. S'il ne s'agissait pas à proprement parler d'une « tentative de récupération » par le gouvernement,<sup>81</sup> l'ASJ a vu sa marge de manœuvre fortement réduite : sa priorité était dorénavant de s'occuper du développement socio-économique et de la mise sur pied de structures de consultation. Ce qui caractérisait l'ASE—l'élaboration d'un champ d'expertise étudiant propre, l'animation sociale orientée vers la conscientisation et l'éducation en fonction d'un idéal de démocratie participative—passa largement à la trappe. À plus forte raison, les éléments plus radicaux de l'ASE furent écartés ou quittèrent le bateau. Il est intéressant de noter que c'est un comité formé d'anciens de l'AGEUM et de l'UGEQ (dont Bernard Landry, Pierre LeFrançois et Robert Tessier), qui avait convaincu le gouvernement d'engager, pour l'été 1968, un budget d'un million de dollars afin d'embaucher plus de 1300 étudiants pour l'ASJ.<sup>82</sup>

Déçus, certains TEQ ont rejoint la CYC dont la section québécoise créée en 1967 était déjà à couteaux tirés avec l'administration centrale. En s'inspirant des propositions de l'ASE et de l'UGEQ, son directeur Martin Béliveau alla jusqu'à renommer sa section « Compagnie des jeunes Québécois » pour souligner l'autonomie dont elle devait jouir. Kevin Brushett nota que sous la gouverne de Béliveau, un ancien de l'Université de Montréal qui avait suivi de près l'aventure de l'ASE, « la CJC était beaucoup plus disciplinée et structurée que dans le reste du Canada ».<sup>83</sup> Ironie du sort, cette branche québécoise de la CYC, qui devait participer à l'intégration du Québec dans l'unité nationale, devint vite un cheval de Troie : elle fut soupçonnée d'être un repère de séparatistes, ce qui a affecté la réputation de la CYC. Au cours des années 1970, le Québec demeura le fer de lance de la CYC avec 150 projets, c'est-à-dire près de la moitié des projets dans tout le pays.<sup>84</sup> Cette participation vigoureuse, malgré la chute de l'ASE et le caractère « fédéral » de la CYC, témoigne de la persistance d'une tradition étudiante amorcée plusieurs années auparavant.

La fin de l'ASE a également mis en évidence son rôle comme lieu de réseautage pour plusieurs TEQ et anciens étudiants, dont certains se sont réunis par la suite pour lancer divers groupes et initiatives. C'est le cas de la Société de Recherche et d'Action Sociale (SRAS), dont l'exécutif, en 1970, était composé de Serge Mongeau (ancien animateur social à Saint-Henri), Michel Blondin (ancien consultant de l'ASE), Bertrand Lebel (ancien codirecteur régional des TEQ) et Jean Trépanier (ancien coordonnateur de l'ASE).<sup>85</sup> D'autres anciens ont préféré réinvestir leur énergie dans des

mouvements politiques comme le Parti Québécois, des groupes terroristes comme le Front de libération du Québec (FLQ), des groupuscules d'extrême gauche<sup>86</sup> ou des mouvements municipaux comme le Front d'action politique (FRAP), parti montréalais qui misait sur l'initiative citoyenne et la démocratie participative. D'autres encore ont rejoint ou initié des groupes de revendication (association de locataires, cliniques médicales ou juridiques, etc.). Plusieurs ont tenté de poursuivre ce que Gérard Fortin appelait la « mobilisation, sans doute brouillonne et maladroite, mais tellement viscérale, qui forçait à inventer [...] une société à la fois moderne et autogérée ».<sup>87</sup>

\* \* \*

En 1967, juste avant l'étatisation de l'ASE, Raymond Mailhot écrivait : « La flamme des débuts s'est éteinte. L'ASE n'a même plus un flambeau. Et l'ASE doit disparaître, si elle ne se retrouve pas ».<sup>88</sup> Ce passage indiquait non seulement à quel point les TEQ tenaient à l'autonomie relative de leur organisation, mais aussi que cette autonomie leur semblait nécessaire pour nourrir la mission (la « flamme ») qui animait leur projet. Au final, l'originalité de l'ASE a moins tenu aux détails de son animation sociale et de son éducation populaire qu'à la mise en place, pour la première fois dans l'histoire du Québec, d'une organisation bien rodée ayant permis à des centaines d'étudiants de sortir des campus pour mener une action sociale soutenue. Loin d'être spontanées et présentistes, les structures de l'ASE favorisaient à la fois la canalisation d'une tradition d'attente de l'action sociale du milieu étudiant, et les initiatives en vue d'établir une permanence au sein des milieux impliqués. Pendant trois ans, l'ASE a constitué une entreprise étudiante mobilisatrice qui a résonné dans tout le milieu étudiant et au-delà. S'il est difficile, compte tenu de la courte vie de l'expérience, de mesurer l'impact des TEQ sur les milieux qu'ils ont animés, il n'en demeure pas moins que l'organisation a constitué un haut lieu de formation et de conscientisation pour plusieurs jeunes qui ont eu l'occasion de confronter leur bagage universitaire largement livresque à la réalité. Profondément transformés par l'expérience, plusieurs TEQ se sont réinvestis dans différents projets d'animation sociale et d'organisation communautaire au cours des années 1970.

## Notes

L'auteur tient à remercier les évaluateurs anonymes pour leurs stimulantes suggestions, ainsi que Simon Vickers et Mathieu Arsenault pour leur relecture du texte.

- 1 Hélène de Gros-Morne (Larochelle), lettre du 20 juin 1966. Archives de l'Université de Montréal, fonds de l'AGEUM (P33/H1,1,92).
- 2 Sur ce sujet, voir Jean-Philippe Warren, *Une douce anarchie. Les années 68 au Québec* (Montréal : Boréal, 2008).
- 3 Le livre de Marc Simard illustre bien cette position (*Histoire du mouvement étudiant québécois, 1956–2013* (Québec : PUL, 2013)).

- 4 Selon François Hartog, le présentisme est un régime d'historicité où le présent, dominant, ne permet plus d'expérimenter le passé et le futur comme des horizons porteurs et significatifs. Voir François Hartog, *Régimes d'historicité. Présentisme et expériences du temps* (Paris : Seuil, 2003).
- 5 Voir par exemple Harvey Pekar, *Students for a Democratic Society* (New York : Hill and Wang, 2008); et Marvin Schwartz, *In Service to America : a History of VISTA in Arkansas, 1965–1985* (Fayetteville : University of Arkansas Press, 1988).
- 6 Voir Robi Morder, dir., *Naissance d'un syndicalisme étudiant, 1946 : la charte de Grenoble* (Paris : Syllepse, 2006).
- 7 Sur ces combats, voir Nicole Neatby, *Carabins ou activistes? L'idéalisme et la radicalisation de la pensée étudiante à l'Université de Montréal au temps du duplessisme* (Montréal : McGill-Queen's, 1997); et Lysiane Gagnon, « Bref histoire du mouvement étudiant au Québec », *Bulletin d'histoire politique*, 2 (2008) : 13–53.
- 8 Charte de l'Étudiant universitaire. Archives de l'Université de Montréal, P33/h1,1,9.
- 9 Pensons à Claude Ryan, Hubert Aquin, Guy Rocher et Fernand Dumont. Sur les actions catholiques et l'engagement de la jeunesse, voir Louise Bienvenue, *Quand la jeunesse entre en scène. L'Action catholique avant la Révolution tranquille*, (Montréal : Boréal, 2003); et Michael Gauvreau, *Les origines catholiques de la Révolution tranquille* (Montréal : Fides, 2008).
- 10 Pierre Vennat, « Du haut de notre perchoir », *Quartier Latin*, 12 novembre 1959.
- 11 Les Chantiers étudiants. Archives de l'Université de Montréal, P33/H1,1,1.
- 12 Au Canada, l'ensemble des effectifs du niveau postsecondaire est passé de 91,100 à 592,100 de 1951 à 1975. Pour sa part, le taux de scolarisation est passé de 6 % de la population âgée de 18 à 24 ans à 20% (Statistiques Canada, « Section W : Éducation » [En ligne], <https://www.statcan.gc.ca/pub/11-516-x/sectionw/4147445-fra.htm>). Voir également Léon Van Dromme, « Relevés chronologiques d'effectifs universitaires pour le Québec, l'Ontario et le Canada pendant la période de 1950 à 1983 », *Revue des sciences de l'éducation*, 2 (1984) : 341–347.
- 13 Plateforme politique de l'AGEUM pour 1965–1966. Archives de l'Université de Montréal, P33/H1,1,72.
- 14 Mémoire à propos d'une formule d'action sociale étudiante en région sous-développée de l'État du Québec, Archives de l'Université de Montréal, P33/H1,1,18.
- 15 Une formule d'action sociale étudiante. Archives de l'Université de Montréal, P33/H1,1,23.
- 16 Sur cette question, voir Karine Hébert, *Impatient d'être soi-même. Les étudiants montréalais, 1895–1960* (Québec : PUL, 2008); et Victoria Campbell Windle, « *We of the New Left* » : *A Gender History of the Student Union for Peace Action from the Anti-Nuclear Movement to Women's Liberation*, thèse de doctorat (histoire), Université de Waterloo, 2017.
- 17 Voir Jaouad Laaroussi, *Aux origines du syndicalisme étudiant de combat : "participer c'est se faire fourrer!" Concertation, participation et contestation dans les cégeps de Montréal et à l'UQAM (1963–1976)*, mémoire de maîtrise (histoire), UQAM, 2016. Ce qui ne veut pas dire que le paternalisme est absent dans les milieux étudiants eux-mêmes. Voir à ce sujet mon article sur les rapports entre étudiants québécois et étudiants étrangers : Daniel Poitras, « *Les mètèques grondent dans la cité. Les étudiants étrangers face au syndicalisme étudiant au Québec (1954–1968)* », *Recherches sociographiques*, 58, 3 (2017) : 629–658.
- 18 TEQ, critères de choix de projets. Archives de l'Université de Montréal, P33/H1,1,35.
- 19 Communiqué no.3 de l'ASE. Archives de l'Université de Montréal, P33/H1,1,104. Par ailleurs, un peu plus de 25 % des candidatures provenaient d'étudiantes, ce qui correspondait grosso modo au nombre de femmes à l'université. En 1964–1965, à l'Université de Montréal, par exemple, on retrouvait 3113 étudiantes pour un

- total de 11 041 inscrit.e.s (*Statistiques de l'Université de Montréal, 1964–1965*. GD0043-01-0018).
- 20 Les étudiants en reste se répartissaient dans « Recherches et enquêtes » et « autres » (Communiqué no.6 de l'ASE. Archives de l'Université de Montréal, P33/H1,1,104). Les projets qui seront effectivement mis sur pied recoupaient en général les préférences des étudiants. Pour l'ASE-65, 10 participants se retrouveront dans l'organisation des loisirs, 11 dans l'éducation syndicale, 11 dans les services d'économie familiale et 14 dans l'organisation communautaire (« Les étapes de l'ASE ». Archives de l'Université de Montréal, P33/H1,1,97).
  - 21 Communiqué no.2 de l'ASE. Archives de l'Université de Montréal, P33/H1,1,104.
  - 22 En plus de 5 « autres », sans doute des collèges classiques (Communiqué no. 3, *op. cit.*).
  - 23 Allocution de Leaster B. Person à McGill, mai 1965. Archives de l'Université de Montréal, P33/H1,1,45.
  - 24 Sur ces initiatives, voir Ian Milligan, *Rebel Youth : 1960s Labour Unrest, Young Workers, and New Leftists in English Canada* (Vancouver : UBC Press, 2014).
  - 25 Carrie A. Dickenson et William J. Campbell, « Strange Bedfellows: Youth Activists, Government Sponsorship, and the Company of Young Canadians (CYC), 1965–1970 », *European Journal of American Studies*, 2 (2008), [en ligne], <http://ejas.revues.org/2862>.
  - 26 Texte de la CYC. Archives de l'Université de Montréal, P33/H1,1,45.
  - 27 Pierre Théorêt, rencontre du comité de coordination, 2 avril 1966. Archives de l'Université de Montréal, P33/H1,1,50.
  - 28 *TEQ-Information*, vol. 12. Archives de l'Université de Montréal, P33/J2,185.
  - 29 Voir Kevin Brushett, « Making Shit Disturbers: The Selection and Training of Company of Young Canadian Volunteers 1965–1970 », in M. Athena Palaelogu, dir., *The Sixties in Canada : A Turbulent and Creative Decade* (Montreal : Black Rose Books, 2009), 252–253.
  - 30 Robert Nelson, Rapport de l'expérience-pilote 1965. Archives de l'Université de Montréal, P33/H1,1,58.
  - 31 Formulaire de candidature—été 1966. Archives de l'Université de Montréal, P33/H1,1,59.
  - 32 Lettre de Michel Benoît à Claudie Solar, le 22 février 1966. Archives de l'Université de Montréal, P33/H1,1,71.
  - 33 Notamment une « Séance d'étude à la CSN » (7 juillet 1966). Archives de l'Université de Montréal, P33/H1,1,30.
  - 34 Cité dans Milligan, *op. cit.*, 76.
  - 35 [auteur inconnu], « Down from the Tower and into the Streets », *Time*, 15 juillet 1966.
  - 36 Rapport Blondin [fin 1966]. Archives de l'Université de Montréal, P33/H1,1,103.
  - 37 Il faut ajouter que le secrétaire de l'ASE en 1965 était nul autre que le compagnon de route de Vallières, Charles Gagnon, alors étudiant à l'Université de Montréal. Sur des enjeux connexes, voir Kevin Brushett, « Federally Financed Felquistes : The Company of Young Canadians and the Prelude to the October Crisis », *Quebec Studies*, 55, 1 (2013) : 77–100.
  - 38 Sur l'UGEQ, voir Jean Lamarre, « “Au service des étudiants et de la nation”. L'internationalisation de l'Union générale des étudiants du Québec (1964–1969) », *Bulletin d'histoire politique*, 2 (2008) : 53–73.
  - 39 *TEQ-Information*, 14 mars 1966. Archives de l'Université de Montréal, P33/J2,185.
  - 40 Lettre de Michel Benoît à la Parkside High School (Dundas, Ontario), février 1966. Archives de l'Université de Montréal, P33/H1,1,64.
  - 41 Remarques préliminaires aux futurs TEQ. Archives de l'Université de Montréal, P33/H1,1,18.
  - 42 *TEQ-Information*, vol. 12. Archives de l'Université de Montréal, P33/J2,185.

- 43 Théorêt, *op. cit.*
- 44 Procès-verbal de la réunion des coordonnateurs, 28 juin 1965. Archives de l'Université de Montréal, P33/H1,1,50.
- 45 Jean-Robert Tapin, Rapport du 10 juillet 1965. Archives de l'Université de Montréal, P33/H1,1,50.
- 46 Martin Béliveau, Animation sociale. Quelques postulats. Archives de l'Université de Montréal, P33/H2,1,13.
- 47 Démocratisation éducationnelle [sans auteur, non daté]. Archives de l'Université de Montréal, P33/H1,1,2.
- 48 *L'Université ou fabrique de ronds de cuir*, 21–22. Archives de l'Université de Montréal, P33/J1,45.
- 49 Démocratisation éducationnelle, *op. cit.*
- 50 Voir Hartmut Rosa, *Accélération. Une critique sociale du temps* (Paris : La Découverte, 2013).
- 51 Jean-Jacques Simard, « La longue marche des technocrates », *Transformations du Québec contemporain*, 1 (1977) : 93.
- 52 Schéma de réunion hebdomadaire, 8 juillet 1966. Archives de l'Université de Montréal, P33/H1,1,87.
- 53 Éducation budgétaire, Îles de la Madeleine, 11 juin 1966. Archives de l'Université de Montréal, P33/H1,1,89.
- 54 Raymond Mailhot, « Manifeste sur la ligne de feu », *Point de Contact*, 4 (1967). Archives de l'Université de Montréal, P33/H1,1,1. Certains témoignages révèlent par ailleurs que les TEQ parvenaient parfois à gagner la confiance de la population. Un père de famille de la région du Lac St-Jean confiait à un journaliste du *Time* : « It they teach us to make a budget, I can be sure that it isn't to present me with another credit agreement like the loan companies. » (« Down from the Tower and into the Streets », *Time*, 16 juillet 1966).
- 55 Communiqué no.3 de l'ASE. Archives de l'Université de Montréal, P33/H1,1,104.
- 56 *Ibid.*
- 57 Sur la perspective de l'histoire urbaine en animation sociale, voir Martin Drouin, « De la démolition des taudis à la sauvegarde du patrimoine bâti (Montréal, 1954–1973) », *Urban Historical Review*, 41, 1 (2012) : 22–36.
- 58 Pour un portrait global de ces initiatives de quartier, voir Sean Mills, *The Empire Within. Postcolonial Thought and Political Activism in Sixties Montreal* (Montreal & Kingston : McGill-Queen University Press, 2010).
- 59 Communiqué no.3 de l'ASE, *op. cit.*
- 60 G.L., « A propos d'un projet-pilote », *L'Action*, 16 juin 1965.
- 61 Milligan, *op. cit.*, 183.
- 62 Voir Bienvenue, *op. cit.*, et Warren, *Douce anarchie..., op. cit.* Alexandre Leduc a abordé le sujet dans *UGEQ : Centrale syndicale étudiante : l'idéologie syndicale au sein du mouvement étudiant québécois des années 1960*, mémoire de maîtrise (histoire), Université de Montréal, 2010.
- 63 Procès-verbal de la réunion du conseil de direction de l'AGEUM, 9 avril 1963. Archives de l'Université de Montréal, P33/B1,1,21. Bernard Landry était alors président de l'AGEUM. On retrouvera d'ailleurs des documents de la CSN, tels que celui intitulé « Le travail en comité », dans les archives de l'AGEUM (Archives de l'Université de Montréal, P33/H1,1,30).
- 64 Par exemple, la chronique du 28 mars 1961 du *Quartier latin* portait sur le conflit entre les Métallos-Unis et la Gaspé Copper Mines.
- 65 Roger David, « Chronique du travail. Être lucide », *Quartier latin*, 26 septembre 1961.
- 66 Projet d'animation syndicale, CSN-Québec. Archives de l'Université de Montréal, P33/H1,1,87.

- 67 Schéma de réunion hebdomadaire, *op. cit.*
- 68 Procès-verbal de la réunion des coordonnateurs, 28 juin 1965. Archives de l'Université de Montréal, P33/H1,1,50.
- 69 Rapport Blondin [fin 1966]. Archives de l'Université de Montréal, P33/H1,1,103.
- 70 Schéma de réunion hebdomadaire, *op. cit.*
- 71 Le collège du Travail de la CSN, novembre 1964. Archives de l'Université de Montréal, P33/H1,1,29.
- 72 Projet d'animation syndicale, CSN-Québec. Archives de l'Université de Montréal, P33/H1,1,87.
- 73 Voir Jacques Rouillard, *Histoire du syndicalisme au Québec* (Montréal : Boréal, 1989).
- 74 Schéma de réunion hebdomadaire, *op. cit.*
- 75 Projet d'animation syndicale, *op. cit.*
- 76 Schéma de réunion du 14 juillet 1966, Thetford Mines. Archives de l'Université de Montréal, P33/H1,1,87.
- 77 *Ibid.*
- 78 Propos tenus lors d'une rencontre avec Édouard Cloutier et rapportés par Pierre Théorêt, *op. cit.*
- 79 Éducation budgétaire, Îles de la Madeleine, 11 juin 1966. Archives de l'Université de Montréal, P33/H1,1,89.
- 80 Projet de mémoire sur l'action sociale jeunesse [fin 1967]. Archives de l'Université de Montréal, P33/H1,112.
- 81 Paul R. Bélanger et Louis Maheu, « Pratique politique étudiante au Québec », dans Pierre W. Bélanger et Guy Rocher, *École et société au Québec*, tome 2 (Montréal : Éditions Hurtubise, 1975 [1970]), chap. « Étudiants et classe ouvrière ».
- 82 Roméo Bouchard, « Les étudiants contestataires », *Quartier latin*, 3 décembre 1968, 1.
- 83 Kevin Brushett, « Combler le fossé entre les deux solitudes : l'animation sociale, le développement communautaire et la Compagnie des Jeunes Canadiens, 1965–1975 », *Bulletin d'histoire politique*, 1 (2014) : 69.
- 84 Voir la conclusion de Brushett, « Federally Financed Felquistes », *op.cit.*, et Dickenson and Campbell, « Strange Bedfellows », *op. cit.*
- 85 Voir Serge Mongeau, *De parole et d'action : autobiographie (1937–2017)* (Montréal : Écosociété, 2017). Sur une lecture critique de ces expériences, voir Donald McGraw, *Le développement des groupes populaires à Montréal (1963–1973)* (Montréal : Albert Saint-Martin, 1984).
- 86 J.-P. Warren, *Ils voulaient changer le monde* (Montréal : VLB, 2007).
- 87 G.Fortin, « Compte rendu », *Recherches sociographiques*, 21, 1, 2 (1980), 202.
- 88 Raymond Mailhot, « Manifeste sur la ligne de feu », *Point de Contact*, 4 (1967). Archives de l'Université de Montréal, P33/H1,1,1.